



europa.ch

Le magazine du Nouveau mouvement européen Suisse **nomes** N° 2/2019



NOUS  
EUROPÉENES

# Y et Z

Chère lectrice, cher lecteur,

Y et Z? Pourquoi le Nomes devrait-il s'en soucier?

Y désigne la génération des jeunes nés entre 1980 et 1999, Z celle d'après 2000. Les statistiques nous apprennent qu'en Suisse, les jeunes de ces générations se rendent bien moins souvent aux urnes que les générations précédentes. Il est aisé de comprendre qu'un-e jeune ne se sente pas particulièrement stimulé-e par un débat politique consacré, par exemple, au système de péréquation financière. En revanche, les jeunes Y et Z adoptent une attitude très différente quand leur avenir et leur liberté de

Le chemin vers la coexistence et la participation est difficile. Les égoïsmes individuels, locaux ou nationaux ne peuvent être surmontés que si nous considérons nos choix culturels et politiques communs comme justes et nécessaires et respectons les difficultés objectives des plus faibles – tournant ainsi le dos au principe de la loi du plus fort. Certes, un processus de renouvellement et de réforme est nécessaire dans l'UE. Il se distingue toutefois clairement d'une attitude simpliste visant à détruire l'intégration européenne. Nous n'avons pas besoin d'expert-es en manie-

## Laura Sadis

membre du Comité  
du Nomes Suisse



© Nomes-Nebs

vie sont en jeu. Et c'est parce que la rapide détérioration de l'environnement les a interpellé-es qu'elles et ils se sont mobilisé-es par centaines de milliers en donnant au message de Greta Thunberg la visibilité que l'on sait. Le même raisonnement peut s'appliquer à la prochaine votation sur la libre circulation des personnes, un des principes fondateurs de l'Union européenne (UE). Ce n'est donc pas un hasard si le Nomes a décidé de lancer une campagne de mobilisation intitulée « Nous, Européen-nés » ciblant directement les générations Y et Z. Parler de nos relations avec les pays européens, c'est parler de modèles de coexistence et de participation qui ne concernent pas seulement les échanges économiques, mais touchent notre quotidien, notre mobilité et notre capacité de réalisation personnelle. Bref, c'est notre avenir à toutes et tous, sous tous ses aspects, qui est concerné.

ment du marteau-piqueur. Au contraire, il nous faut des bâtisseuses et bâtisseurs convaincu-es et convaincant-es car un manque d'unité et de substance commune, en Europe, plaît et convient à de nombreuses forces concurrentes dans le monde.

C'est pourquoi nous pourrions être positivement surpris-es par une convergence des objectifs politiques entre générations. Je suis convaincue que nous atteindrons celle-ci à la condition de relancer sérieusement des discussions sur les perspectives d'avenir communes – sans nous laisser enfermer dans des intérêts électoraux de court terme.

Les générations précédentes doivent être capables de convaincre les générations Y et Z qu'elles peuvent assumer leurs responsabilités à travers des actes et pas seulement par des paroles. ★

## SOMMAIRE

### PROJECTEUR

- 3 L'après-dernière chance
- 4 2020: l'initiative de résiliation
- 5 Pourquoi s'engager?

### INTERVIEW

- 6 Ulrike Guérot – La république européenne: une utopie politique?

### LITTÉRATURE

- 9 Populistes et bureaucrates

### ACTIVITES DU NOMES

- 10 A la découverte des coulisses de Bruxelles
- 11 Nous, Européen-nés !

### SECTIONS

- 12 La section vaudoise, un terrain fertile

### YES

- 13 Informer et faire découvrir l'Europe au lieu de se taire

### ABATTAGE DE MYTHES

- 14 Cet historien de l'UDC est resté coincé en 1957

### UE-SPOTS

- 15 Le changement climatique préoccupe de plus en plus
- 15 Les 17 premières « universités européennes »
- 15 Géographie de la contrefaçon de marques

### SURFER

- 15 Réponses à (presque) toutes les questions sur l'UE
- 15 Écoutez parler le maltais ou l'estonien

# L'après-dernière chance

Par **Isabelle Ory**, journaliste et correspondante à Bruxelles

**Quelle commission européenne après celle de « la dernière chance » ? C'est à l'allemande Ursula von der Leyen qu'a échu la responsabilité de tracer la suite de l'aventure communautaire.**

L'ex-ministre de la Défense d'Angela Merkel est littéralement sortie du chapeau des chefs d'État et de gouvernement début juillet. Elle s'apprête cet automne à prendre la succession du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker dans un contexte inédit et incertain.

Inédit et incertain car pour la première fois depuis l'élection du Parlement européen au suffrage universel en 1979, les deux grandes familles du centre gauche et du centre droit ont perdu leur majorité absolue à Strasbourg. Le scrutin européen du 26 mai a sonné le glas du duopole qui dominait la vie politique de l'Union. Le Parti populaire européen (PPE) ne dispose plus que de 182 élu-es (contre 221 en 2014) et les socio-démocrates (S&D) de 154 (contre 191 en 2014). Finis les arrangements entre amis pour se partager les postes de pouvoir, terminées les négociations à deux sur les textes de lois. Désormais, la coalition doit s'élargir au minimum aux 108 élu-es centristes-libéraux de Renew Europe, voire au cas par cas aux 74 écologistes ou aux 62 eurosceptiques des Conservateurs réformistes.

Dès l'été, les premiers effets de ce changement de paradigme se sont fait sentir. Ursula von der Leyen a passé in extremis la barre de la majorité absolue du Parlement européen le 16 juillet dernier. Avec neuf petites voix d'avance, elle détient désormais le record peu envié de présidente de la Commission la plus mal élue de l'histoire. Renforcés par une participation en hausse (50,62 %), les parlementaires n'ont guère apprécié que le Conseil européen – et plus spécifiquement le président français Emmanuel Macron – impose sa candidate. D'autant que de leur côté, elles et ils avaient élaboré un système de têtes de liste (les « *Spitzenkandidaten* ») ayant vocation à prendre les postes importants.

La vie politique de l'Union risque d'être durablement marquée par ce double axe de tensions : entre représentant-es des citoyen-nés et des États d'une part, entre familles politiques d'autre part. Le déroulement des auditions des vingt-six futur-es Commissaires désigné-es par les États l'a formidablement illustré. Jamais ces grands oraux n'ont autant ressemblé à un jeu de massacre. Deux candidat-es (le conservateur hongrois Laszlo Trocsanyi et la socialiste roumaine Rovana Plumb) ne sont mêmes pas parvenu-es à l'examen sur le fond, elle et il ont été recalés en amont pour cause de conflits d'intérêts. Et surtout, le Parlement a spectaculairement fait chuter la française Sylvie Goulard, après deux longues auditions. Cette spécialiste reconnue de l'Europe a payé pour les affaires qui entachent son passé, mais a aussi fait les frais de la vengeance orchestrée par les partis contre Emmanuel Macron.

Ursula von der Leyen avait déroulé un programme ambitieux lors de son discours de présentation en juillet, avec par exemple la proposition d'un pacte écologique dans les cent premiers jours de son mandat ou un nouveau départ sur les questions d'asile et de migration, alors que la réforme du système de Dublin est bloquée depuis quatre ans. Aura-t-elle vraiment les moyens de sa politique ? A l'heure où nous écrivons, il lui manque toujours trois commissaires sur vingt-six. Son début de mandat devrait être reporté. La Commission de l'après-dernière chance entame ses cinq années dans une situation de faiblesse inquiétante. ★



© RTS Radio Télévision Suisse

## Isabelle Ory

Isabelle Ory est la voix, respectivement le visage, de Bruxelles pour toutes celles et ceux qui suivent l'actualité européenne sur les chaînes de la télévision publique suisse RTS, sur la radio française Europe 1 ou sur Twitter (où près de 10 000 personnes la suivent !).

Née à Oxford, au Royaume-Uni, Isabelle Ory a étudié à Paris. Après un passage à Berlin, entre 2002 et 2005, en tant que correspondante pour divers médias, elle s'installe à Bruxelles où, depuis l'été 2005, elle rend compte de l'actualité et des coulisses de l'Union européenne et de ses institutions. Isabelle Ory couvre également, depuis la capitale belge, l'actualité des États du Benelux (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas).

Son regard externe, sa capacité à vulgariser le jargon et la complexité de l'UE et sa connaissance approfondie de la « bulle bruxelloise » sont vivement appréciés. Au travers de ses analyses et interventions, elle contribue à alimenter un débat factuel et constructif sur la place de la Suisse en Europe.

# 2020 : l'initiative de résiliation

Par **Charlotte Sieber-Gasser**, assistante principale à l'Université de Lucerne et chercheuse postdoctorale au Brexit Institute de l'Université de Dublin, et **Dominik Gerber**, professeur assistant à la Stockholm School of Economics à Riga

**Que se passerait-il si l'initiative de résiliation de l'UDC devait être acceptée ? Le nouvel art. 121b que propose l'initiative exige que la Suisse non seulement « contrôle » l'immigration – comme le stipule déjà l'art. 121a de la Constitution – mais la « régleme » également de manière indépendante (al. 1).**

**CHARLOTTE SIEBER-GASSER** a étudié le droit aux universités de Fribourg et Berne et les *Development Studies* à l'Université de Manchester. Elle est titulaire d'un doctorat en droit économique international du World Trade Institute de l'Université de Berne et est actuellement assistante principale et chargée de cours en droit public à l'Université de Lucerne ainsi que chercheuse postdoctorale au Brexit Institute de l'Université de Dublin. Charlotte a fait partie du Comité de la young european swiss | yes entre 2003 et 2008 et vit à Berne.

**DOMINIK GERBER** est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université de Genève et est actuellement professeur assistant à la Stockholm School of Economics à Riga. Ses recherches portent sur la théorie de la démocratie et l'économie politique. Entre 2003 et 2008, Dominik a été membre du Comité de la young european swiss | yes. Il vit entre Genève et Riga.



Une adoption de l'initiative de résiliation de l'UDC rendrait impossible de conclure de nouveaux traités internationaux ou d'adapter des traités existants qui instaurent une libre circulation des personnes (al. 2 et 3). Enfin, selon les dispositions transitoires de l'art. 197 ch. 12, l'Accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'Union européenne (ALCP) serait abandonné.

Le concept de libre circulation des personnes n'est toutefois pas un terme technique : le cœur du texte de l'initiative – une immigration sans libre circulation des personnes – peut donc être ouvert à interprétation. Ainsi, dans son message, le Conseil fédéral interprète le concept de manière à couvrir les obligations accordées aux ressortissants-es non indigènes : 1) la libre circulation des travailleuses et travailleurs, 2) le droit d'exercer une activité lucrative indépendante ou 3) le droit de séjour sous réserve de moyens financiers suffisants.

Par ailleurs, des dispositions sur la libre circulation des personnes sont contenues non seulement dans l'ALCP, mais aussi dans la convention instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'accord-cadre du 3 décembre 2008 conclu avec le Liechtenstein. Les dispositions transitoires prévoient toutefois de ne dénoncer que l'ALCP. En cas d'acceptation de l'initiative de résiliation, les conséquences juridiques pour ces deux textes restent donc incertaines.

La distinction faite à l'art. 197 ch. 12 entre « suspendre » et « résilier » n'a de sens qu'en ce qui concerne la clause guillotine : si l'ALCP est seulement suspendu et non résilié, celle-ci ne sera vraisemblablement pas applicable. Ce scénario semble cependant irréaliste :

- L'UE post-Brexit doit veiller à ne pas signaler aux gouvernements critiques à son égard, par exemple ceux de Pologne et de Hongrie, qu'elle est disposée à assouplir ses principes fondamentaux.
- Le projet actuel d'accord institutionnel comprend également une clause guillotine (art. 22). Là déjà, la Suisse n'a donc pas réussi à se débarrasser du caractère automatique de cette clause.
- Le délai de douze mois fixé pour renégocier l'ALCP en échange d'une non-activation de la clause guillotine est trop court et ne peut être dicté unilatéralement.
- Rien n'indique que l'UE sera plus disposée, à l'avenir, à faire des concessions pour répondre aux particularismes de la politique interne suisse. Il ne semble pas non plus qu'elle sera soudainement prête à s'écarter du cadre juridique établi par les accords bilatéraux.

Par conséquent, l'acceptation de l'initiative devrait mener à la résiliation de l'ALCP. L'automatisme juridique de la clause guillotine stipule que tous les Accords bilatéraux I expirent six mois après notification. Aucune exception ni possibilité de prolonger ce délai ne sont prévues. En conséquence, la Suisse et l'UE auraient six mois pour négocier une nouvelle forme de relations juridiques et économiques.

Pour des raisons institutionnelles, il ne sera pas possible d'éviter la révocation – même temporaire – de l'entier de la base juridique des relations entre la Suisse et l'UE dans les domaines couverts par les Accords bilatéraux I. Même s'il était possible de conclure de nouveaux accords dans un délai de six mois, ceux-ci devraient faire l'objet d'un référendum facultatif avant de pouvoir entrer en vigueur. Si l'on regarde ce qui se passe avec le Brexit, l'on peut facilement s'imaginer l'ampleur des défis juridiques, économiques et politiques qu'une résiliation de l'ALCP provoquerait, alors même que la procédure de départ de l'UE est plus souple que ce que les accords bilatéraux proposent. ★



# Pourquoi s'engager ?

Par **Damian Boeselager**, co-fondateur du parti Volt et membre du Parlement européen

**Damian Boeselager a été élu au Parlement européen en mai 2019 sous les couleurs du parti paneuropéen Volt, trois ans après avoir contribué à son lancement. Retour sur ce qui l'a poussé à s'engager de la sorte.**

En automne 2016, j'étais bien loin de m'engager en politique. Naturellement, je suivais les développements en matière de politique européenne, mais je n'aurais alors jamais pensé devenir moi-même un jour actif. C'était une période passionnante pour beaucoup d'entre nous : le référendum sur le Brexit venait d'avoir lieu, la campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle française s'accélérait, Donald J. Trump avait remporté il y a peu l'élection présidentielle américaine et Matteo Renzi chuté à la suite de l'échec de son projet de réforme constitutionnelle en Italie. Le climat politique en Europe était tendu.

Andrea, d'Italie, Colombe, de France, et moi-même avons cherché à comprendre ce qu'il se passait à ce moment. Après quelques discussions, nous avons relevé l'absence d'une Union européenne (UE) à même d'agir et de partis politiques capables de réellement penser européen, alors même que les défis de notre temps gagnaient en importance et dépassaient les frontières nationales. Nous avons dû constater à de nombreuses reprises, avec effroi, que les politicien·nes en Europe s'efforcent avant tout de défendre leurs intérêts nationaux au lieu de s'intéresser à ceux des citoyen·nes européen·nes. Nous sommes tombés d'accord : cela devait changer !

Nous avons ainsi commencé à poser les bases d'un nouveau mouvement pro-européen : Volt. Dès le début, notre idée était de pousser à un renouveau avec la création d'un nouveau parti, pragmatique et européen. Notre objectif était et reste de donner un nouvel élan afin de rendre possible une politique de meilleure qualité et, surtout, plus européenne. Dès lors, avec l'aide d'un grand nombre de bénévoles à travers toute l'Europe, nous avons fondé quinze partis nationaux. Tous ont le même nom, le même programme de base et les mêmes

valeurs – seule façon de faire de la politique dans trente pays, dont la Suisse, de façon cohérente.

En mai 2019, Volt a participé aux élections européennes dans huit pays. L'énorme travail et le nombre incalculable d'heures investies par nos bénévoles ont conduit près d'un demi-million d'Européen·nes à voter pour Volt. Grâce à cela, nous avons gagné un siège au Parlement européen !

Dès le départ, trois éléments ont été cruciaux pour moi. Premièrement, notre engagement a permis et permet toujours de motiver les unes et les autres à redevenir politiquement actives et actifs ! Deuxièmement, nous pouvons à nouveau faire avancer le discours politique vers plus d'Europe, poussant les partis traditionnels à se saisir de ce sujet. Et troisièmement, partout où nous devenons actives et actifs, nous pouvons nous-mêmes contribuer à améliorer notre société.

Au Parlement européen, j'ai la responsabilité de mettre en œuvre nos idées. Il s'agit notamment de réformer l'UE afin de parvenir enfin à une démocratie parlementaire qui fonctionne. Plus précisément, cela signifie que je m'engagerai fortement, au sein du Parlement, pour que les parlementaires puissent proposer des projets de loi, pour que nous disposions d'une loi électorale européenne uniforme ainsi que des listes électorales transnationales et – à plus long terme – pour qu'une majorité parlementaire puisse élire notre gouvernement européen.

Réaliser tout cela ne sera pas facile ! N'attendez pas, devenez active et actif en politique, avec Volt ou dans un autre parti. Nous avons besoin de vous pour améliorer la politique ! C'est là mon appel à chacune d'entre vous. ★



© Damian Boeselager

## Damian Boeselager

Damian Boeselager est membre du Parlement européen. Il a étudié la philosophie et l'économie à l'Université de Bayreuth et est titulaire d'une double maîtrise en politiques publiques (Master of Public Policy) obtenue à Berlin et New York. Avec Andrea Venzon et Colombe Cahen-Salvador, il a fondé Volt – un mouvement politique paneuropéen et progressiste – dans le but de réformer l'Europe et de résoudre ensemble les problèmes de notre temps.

Au Parlement européen, Damian concentre son travail sur plusieurs objectifs, tous interdépendants : une démocratie parlementaire européenne qui fonctionne ; des conditions-cadre pour une économie européenne compétitive et innovante ; des voies de migration légales ; un système d'asile européen commun équitable et rapide ; un budget européen opérationnel bénéficiant à tous les États membres.

# La république européenne : une utopie politique ?

En 2016, Ulrike Guérot fait un tabac dans les librairies avec son ouvrage appelant à l'établissement d'une république européenne. Politologue spécialisée dans les questions européennes, la théorie politique et l'avenir de la démocratie, elle publie depuis régulièrement et poursuit ses travaux de recherche, continuant à nourrir le débat sur l'avenir de l'Europe. Ses réflexions, parfois utopiques, souvent provocatrices, nous poussent à repenser notre avenir européen.



© Ulrike Guérot

## Ulrike Guérot

Après avoir travaillé et enseigné dans plusieurs universités européennes et américaines, Ulrike Guérot a dirigé différents instituts de recherche et think tanks en Europe. En 2014, elle a fondé le European Democracy Lab avant de prendre en 2016 la direction du Département de politique européenne et d'étude de la démocratie de l'Université du Danube à Krems (Autriche).

En 2016, son premier livre « *Warum Europa eine Republik werden muss! Eine politische Utopie* » (Pourquoi l'Europe doit devenir une république ! Une utopie politique) a connu un succès de librairie. Son travail a été largement publié et traduit dans toute l'Europe. Aujourd'hui, Ulrike Guérot est l'une des conférencières et analystes les plus sollicitées sur les questions européennes.

***Vous avez publié «Warum Europa eine Republik werden muss! Eine politische Utopie» (Pourquoi l'Europe doit devenir une république ! Une utopie politique) en 2016.***

***Qu'est-ce qui vous a poussé à faire une telle proposition ?***

Le moment était particulier : le Brexit avait eu lieu en juin, Trump était devenu Président des Etats-Unis, la première vague de migration venait de toucher l'Europe et – on l'oublie souvent – nous étions encore sous le choc des politiques d'austérité encaissées surtout par l'Europe du Sud. De plus, nous avions alors les premières vagues populistes. Ce livre était dans ma tête depuis le 6 mai 2015 lorsque j'ai tenu un discours à la conférence *re:publica* à Berlin. Toute cette Europe dont j'avais rêvé lorsque je travaillais pour Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, et pour Karl A. Lamers, parlementaire chrétien-démocrate allemand, quand j'ai écrit – toute jeune, à 27 ans – le papier Schäuble-Lamers sur le noyau dur et l'Europe politique s'estompait. J'ai vécu cela comme une déception personnelle. Toutes ces raisons m'ont poussé à écrire ce livre.

***En quelques mots, en quoi consiste votre projet de république européenne ?***

L'idée de la république européenne s'articule autour de trois idées principales. La première est celle de la notion même de république qui veut que les citoyen·nes – européen·nes – soient égales et égaux de-

vant la loi. Certains disent que c'est déjà le cas au niveau de l'Union européenne (UE), mais ce n'est pas correct : si l'on regarde le droit de vote, le système de taxation et la protection sociale, la situation varie d'un Etat membre à un autre. Or les citoyen·nes européen·nes devraient être égales et égaux en droits si l'on souhaite établir une entité politique à l'image d'une république. Prenez la Suisse : ses citoyen·nes sont traités de la même manière. Ce n'est pas un nivellement ni une centralisation, il s'agit simplement d'une question d'égalité devant la loi.

La deuxième idée est celle de la déconstruction des États nationaux tels que nous les connaissons aujourd'hui. L'Etat-nation est un produit de l'histoire. Pour fonder une république européenne, il faudrait revenir à des formes d'identité plus anciennes et plus culturelles et des entités territoriales de taille réduite. Cette reconstruction des territoires permettrait une démocratie plus participative ainsi qu'une plus grande diversité européenne et réduirait la domination actuelle de grands États. Il s'agirait en quelques sortes d'une « helvétisation » de l'Europe.

Enfin, la troisième idée est celle de la construction d'un État européen. L'UE n'est ni une confédération et ni une fédération. La question de savoir qui décide – et qui est donc souverain – n'est pas résolue. L'exemple de la gestion des arrivées de bateaux de migrants en Méditerranée est le



© Ulrike Guérot

plus flagrant. Si l'on veut résoudre la question du « qui décide », il est nécessaire de créer un État. Aujourd'hui, en Europe, un État moderne prend la forme d'une république.

#### ***Et qu'en est-il du fédéralisme ?***

Le fédéralisme ne peut fonctionner qu'en étant complémentaire de l'élément républicain. Voyez la République fédérale d'Allemagne, un État fédéral : cela fonctionne car les citoyen·nes allemand·es sont égaux devant la loi. Le fédéralisme à lui seul ne peut fonctionner. Je connais bien le mouvement fédéraliste et aime débattre avec ses représentant·es. Je leur dis toujours qu'elles et ils sont le premier pilier et qu'il faut maintenant construire le deuxième.

#### ***L'idée de Conférence sur le futur de l'Europe a été reprise par Ursula von der Leyen, nouvelle présidente élue de la Commission européenne. Quel regard portez-vous sur ce projet cher à Emmanuel Macron ?***

Cette idée n'est pas nouvelle : avant les élections européennes, il y a eu, par exemple, ces consultations citoyennes partout en Europe. Jamais les citoyen·nes n'ont autant débattu de l'Europe. Je suis très en faveur d'une conférence sur le futur de l'Europe sauf qu'à mon sens il faut maintenant passer à l'acte. Je suis preneuse de l'idée d'Emmanuel Macron mais nous navigons déjà dans les données sur ce que veulent – ou pas – les citoyen·nes. Par

contre, deux choses nous manquent : 1) un dialogue transnational, horizontal, qui dépasse les frontières des États membres, 2) un but clair. Les derniers grands débats sur l'Europe ont porté sur de grands projets : ceux du marché commun, de la monnaie unique et de l'élargissement. Nous avons passé deux décennies à nous concentrer sur ces trois « grands projets » qui tous se composaient d'un nouveau traité et d'un délai de mise en œuvre. Ils ont structuré les débats et ont permis aux citoyen·nes européen·es de clairement voir où allait l'UE. Par ailleurs, ils ont eu des répercussions concrètes sur le quotidien de ces derniers. Ce qu'il faut maintenant c'est un traité et un débat structuré autour d'un projet clair et concret.

En ce sens, je propose d'ajouter au marché intérieur et à la monnaie unique une démocratie commune. Si une démocratie signifie l'égalité des citoyen·nes, alors il faudra trouver un symbole permettant de l'illustrer. Ma suggestion serait, dès lors, d'instaurer un numéro d'assurance sociale européen ou une carte d'identité européenne. Du coup, cela octroierait une valeur normative et donc juridique à cette communauté de citoyen·nes. Aujourd'hui, l'on a beau parler de citoyen·nes européen·es, j'ai après tout quand même mon passeport allemand et mes fils leur passeport français. Au niveau juridique, nous ne sommes pas citoyen·nes européen·es. La citoyenneté, c'est avoir les

“

« L'avenir de l'Europe réside dans l'institutionnalisation de la solidarité. »





Dans son nouvel ouvrage « *Was ist die Nation?* » (Qu'est-ce que l'Etat-nation?) sorti fin octobre 2019 aux Editions Steidl, Ulrike Guérot revient sur les écrits de Marcel Mauss parus en 1923 dans « *Die Nation oder Der Sinne fürs Soziale* » (La nation ou le sens pour le social) dans lesquels Mauss postule qu'une nation n'est pas une entité, mais plutôt une structure de solidarité institutionnalisée. Dans son essai, l'auteure se penche ainsi sur le concept d'Etat-nation et ses diverses définitions. Elle s'interroge sur le processus d'intégration européenne: n'aurait-il pas longtemps été qu'un processus de construction nationale? Ce nouvel ouvrage permet à Ulrike Guérot de poursuivre et développer son idée de république européenne et de plaider notamment pour une institutionnalisation de la solidarité.

Ulrike Guérot, *Was ist die Nation?*, Editions Steidl, 2019, 160 pages



Intervention lors de la conférence *re:publica* à Berlin le 6 mai 2015.

mêmes droits et pas simplement de partager les mêmes valeurs.

***Par quel(s) chemin(s) pensez-vous qu'il sera possible de réformer, voire de refonder l'UE?***

Nous avons obtenu le marché unique, l'euro et l'élargissement parce que ces trois projets permettaient d'y gagner économiquement. Or la démocratie a un prix – on ne gagne rien avec elle. Selon le philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas, son prix est l'égalité de ses citoyens. Dans une démocratie, ceux-ci sont traités de façon égale indépendamment des faits économiques. C'est le « *trotzdem* » (bien que): cela a un prix, et il faut donc le vouloir. Pour la première fois, nous négocions une Europe où l'on ne gagne rien, mais où peut-être il faudra payer un prix. Le populisme – surtout des pays du Nord – s'y oppose et réfute toute idée d'union de transfert. L'on refuse ainsi de payer le prix d'une démocratie européenne. C'est là une source d'interrogation: une telle réforme est-elle faisable, le système va-t-il exploser, une monnaie et un marché uniques pourront-ils perdurer sans une démocratie européenne?

Institutionnaliser la solidarité en Europe et créer une identité citoyenne européenne a un coût, certes, mais celui-ci est moindre par rapport à ce qu'il faudra payer si nous ne le faisons pas. Le Brexit n'est que le début d'un effritement du système. J'en suis

convaincue: l'avenir de l'Europe réside dans l'institutionnalisation de la solidarité, c'est-à-dire la création d'une nation européenne sous la forme d'une république.

***Que pensez-vous de la Suisse, restée en-dehors du projet d'intégration européenne?***

Je porte un regard sur les citoyen-nes suisses et ne peux que souhaiter qu'elles et ils fassent partie de la république européenne pour y apporter notamment leur expérience en matière de démocratie. Je rêve d'une sorte d'« *helvétisation* » de l'Europe. J'imagine d'ailleurs toute l'Europe comme un immense mariage où chaque invité-e apporte quelque chose – les Suissesses et les Suisses la démocratie participative.

***Enfin, que souhaiteriez-vous transmettre aux lectrices et lecteurs de cette interview?***

Je me réjouirais si les Suissesses et les Suisses allaient frapper à la porte de l'UE en demandant à participer tout en offrant de contribuer à démocratiser ses structures de façon à permettre un fonctionnement plus horizontal et décentralisé. Un système peut changer sous l'impulsion d'un élément externe. Si la Suisse pouvait jouer ce rôle, je serais très prenante. ★

© re:publica/Jan Zappner (CC BY – SA 2.0)



# Populistes et bureaucrates

Par **Niklaus Nuspliger**, auteur et journaliste

En septembre, Ursula von der Leyen – nouvelle présidente élue de la Commission européenne – a présenté son équipe sous le slogan « Un nouvel élan pour la démocratie en Europe ». En effet, des mesures importantes seront mises en place dans les années à venir, non seulement pour défendre l'État de droit en Europe, mais aussi pour adapter les institutions démocratiques à l'ère numérique et participative. Il existe au niveau mondial une concurrence entre les modèles de société autoritaires et ouverts. Si l'on veut qu'en Europe la liberté prévale sur le long terme, la confiance dans la démocratie doit être renouvelée. La technocratisation de la politique, les référendums et résultats électoraux populistes, le lobbying opaque et la complexité institutionnelle de l'Union européenne (UE) ont plongé la démocratie dans une crise complexe de crédibilité.

Dans mon livre, j'identifie deux dangers pour la démocratie. D'une part, les partis populistes et les politiciens à tendance autoritaire, comme Matteo Salvini ou Viktor Orban, menacent d'établir une dictature de la majorité qui affaiblirait les règles du jeu démocratique, la séparation des pouvoirs et les libertés fondamentales afin de progressivement les supprimer. D'autre part, par crainte du populisme et croyant en de nouvelles technologies de l'information infaillibles et objectives, la classe politique menace d'instaurer une technocratie qui priverait la population de son pouvoir. Durant un voyage à travers toute l'Europe, j'ai ainsi visité différentes scènes de la politique européenne, de Bruxelles à Budapest en passant par Barcelone, Reykjavik et Strasbourg, à la recherche des causes de la crise démocratique et de moyens pour sortir du dilemme entre dictature des populistes et domination des bureaucrates. Il en résulte dix thèses sur la sauvegarde de la démocratie en Europe.

Sous le titre de « Plus de nationalisme signifie moins de démocratie », je soutiens que le nationalisme conduit à un démantèlement de la démocratie même s'il n'a aucune tendance autoritaire. Il est vrai que le transfert de compétences des institutions

internationales aux instances nationales peut redonner du pouvoir aux parlements et aux populations. Toutefois, avec le repli sur l'État-nation, les interdépendances et les conflits d'intérêts au plan international ne disparaissent pas comme par enchantement.

Dans le chapitre intitulé « Plus de démocratie européenne doit signifier plus de participation citoyenne », je postule qu'une contre-proposition à une Europe populiste et technocratique doit aller au-delà de la participation des citoyen·nes aux élections européennes tous les cinq ans. Des assemblées délibératives et des instruments de démocratie directe pourraient aider l'UE à se développer du bas vers le haut. Dans un esprit de démocratisation, Ursula von der Leyen a annoncé la tenue d'une grande conférence citoyenne sur l'avenir de l'UE. Cependant, un tel événement ne pourra être un succès que s'il ne se transforme pas en exercice alibi et que si la sélection des participant·es se fait de manière représentative afin de permettre aux voix critiques d'être également entendues.

Coincée dans une zone grise, entre une confédération d'États et un État fédéral intégré, l'UE vit de compromis insatisfaisants en matière de démocratie. Ainsi, tant que les États membres resteront en désaccord sur leur avenir commun, une plus grande participation citoyenne pourrait offrir des instruments flexibles permettant de réduire l'écart entre la population et Bruxelles. ★



© Niklaus Nuspliger

## Niklaus Nuspliger

Niklaus Nuspliger est né à Berne en 1980 et a étudié les sciences politiques et les relations internationales à Genève, Madrid et Sydney. Il a d'abord travaillé comme journaliste pour le quotidien bernois *Der Bund* avant de rejoindre la rédaction nationale de la *Neue Zürcher Zeitung* en 2007. Après plusieurs années comme correspondant au Palais fédéral à Berne puis à New York, il a passé six ans comme correspondant politique à Bruxelles entre 2013 et octobre 2019. Après un temps de pause, il reprendra au printemps 2020 le poste de correspondant de la NZZ à Londres. Son premier livre, consacré au populisme en Europe, est sorti en avril 2019 aux éditions NZZ Libro.



«*Europa zwischen Populisten-Diktatur und Bürokraten-Herrschaft*» (L'Europe entre dictature des populistes et domination des bureaucrates) a été publié chez NZZ Libro en avril 2019. Le populisme et les *fake news* menacent-elles les démocraties européennes? Les innovations démocratiques ou les nouvelles formes de participation peuvent-elles les sauver? Niklaus Nuspliger tâche d'y répondre en se concentrant sur la dimension paneuropéenne de la crise démocratique.

Niklaus Nuspliger, *Europa zwischen Populisten-Diktatur und Bürokraten-Herrschaft*, NZZ Libro, 2019, 197 pages

# A la découverte des coulisses de Bruxelles

Par **Toni Koller**, ancien journaliste et participant du voyage du Nomes à Bruxelles

**Y aura-t-il suffisamment d'intéressé-es pour participer à un voyage de cinq jours à la découverte des institutions européennes et de leur environnement à Bruxelles? L'annonce d'un tel voyage tout comme son déroulement ont été couronnés de succès.**

Vous souhaitez vous aussi participer à l'un des prochains voyages du Nomes à Strasbourg (fin janvier 2020) ou Bruxelles (début septembre 2020) pour en apprendre plus sur les institutions européennes et leur environnement? Pour plus de détails ou pour nous faire part de votre intérêt, n'hésitez pas à nous contacter par téléphone au 031 302 35 36 ou par e-mail à [info@europa.ch](mailto:info@europa.ch).

Prochains voyages du Nomes (à confirmer):

- Strasbourg: 23-24 janvier 2020
- Bruxelles: 1-4 septembre 2020

Quinze ami-es de l'Europe – parmi lesquels trois participants pas (encore) membres du Nomes –, curieuses et curieux d'en apprendre plus à son sujet, se sont retrouvés dans le hall d'un hôtel bruxellois le 2 septembre dernier après avoir voyagé individuellement. Au programme: quatre journées denses, soigneusement organisées par le Nomes. La semaine s'est articulée en partie autour de celle de la young european swiss | yes, l'organisation de jeunesse du Nomes, alors aussi à Bruxelles pour son voyage d'études annuel. Les membres de l'équipe du Nomes, seniors pour la plupart, ont ainsi également pu échanger avec de jeunes Suissesses et Suisses intéressé-es par l'Union européenne (UE) et se réjouir de voir une jeune génération active au sein du Nomes.

## Programme intense

Les journées passées à Bruxelles nous ont permis de faire des découvertes et des rencontres qui échappent aux touristes ordinaires. Nous avons entendu les représentant-es des « organisations sœurs » européennes du Nomes et fait la connaissance de Jean Russotto, le premier lobbyiste suisse à Bruxelles qui y travaille depuis quarante ans et connaît l'UE comme sa poche. Le jeune Damian Boeselager, qui représente aujourd'hui le parti Volt au Parlement européen, nous a fait part de ses ambitions. Andreas Schwab, parlementaire chrétien-démocrate du Bade-Wurtemberg (et nouveau président de la délégation du Parlement européen chargée des relations avec la Suisse), nous a, quant à lui, fait part – malgré sa sympathie pour la Suisse – de sa déception à l'égard du retard qu'ont pris les discussions sur l'accord institutionnel.

À la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'UE, nous avons entendu parler des avantages que notre voisin connaît en tant qu'État membre. Lors de notre visite au secrétaire général de l'Association européenne de libre-échange, Henri Gétaz, nous avons été étonnés de constater que cette organisation ne compte que nonante employé-es – pas plus qu'une PME. Nous avons également visité le European Policy Centre, l'un des think tanks les plus influents à Bruxelles, échangé avec des représentants de la Confédération européenne des syndicats sur leur attitude rigide à l'égard de la protection des salaires, rencontré des correspondants des médias suisses pour dîner... La richesse des échanges en français, allemand et anglais a été énorme.

## Quand la Suisse va-t-elle savoir ce qu'elle veut?

Deux rencontres méritent encore d'être mentionnées. Tout d'abord, celle avec l'Ambassadeur suisse auprès de l'UE, Urs Bucher, que s'est montré très optimiste (en raison de sa fonction?) quant à la conclusion d'un accord institutionnel avec l'UE. Enfin, l'échange avec Tilman Hengevoss, responsable des affaires publiques au sein la compagnie d'assurance Zurich, bien plus pessimiste. Tous deux ont toutefois souligné le manque de compréhension de « Bruxelles » – à juste titre! – pour la réticence suisse à avancer.

Finalement, nous avons aussi apprécié la capitale belge en tant que touristes: visites de musées et tour en bus, dégustation de bières, achat de kilos de chocolat belge. Et là où il le fallait, Raphaël Bez, co-secrétaire général du Nomes, se transformait en guide touristique expérimenté. Merci – à refaire avec plaisir! ★

# Nous, Européen·nes !

Par **Raphaël Bez** et **Lukas Wegmüller**, co-secrétaires généraux du Nomes

Vous vous demandiez à quoi pouvait bien correspondre le logo sur la page de couverture ? Voici la réponse.

C'est sous la bannière « Nous, Européen·nes » que le Nomes lance une pré-campagne en vue du vote sur l'initiative de résiliation de l'UDC prévu pour mai 2020. Au lendemain des élections fédérales, nous appelons à la mobilisation car nous n'avons pas de temps à perdre : la votation la plus importante de cette décennie se profile à l'horizon et il nous faut nous engager afin de défendre une Suisse ouverte et européenne.

Au-delà du risque réel de faire tomber l'entier de l'édifice que représente le premier paquet d'accords bilatéraux, en raison de la fameuse clause guillotine, l'initiative de résiliation met en jeu :

## Notre chez-nous

*La Suisse est chez elle en Europe, que ce soit aux niveaux historique, géographique, politique, culturel ou encore économique. Jamais depuis 1291 nous avons été si bien connectés en Europe ; jamais nous n'avons eu d'aussi bons voisins qu'aujourd'hui. Notre avenir est dans et avec l'Europe et il est en jeu.*

## Notre liberté

*Grâce à la libre circulation des personnes, nous pouvons aujourd'hui vivre et travailler à Paris, Berlin ou ailleurs au sein de l'Union européenne (UE). L'initiative de l'UDC nous enlèverait cette liberté. Nous nous enfermerions et limiterions nos opportunités.*

## Notre réussite professionnelle

*L'UE est le plus grand marché intérieur du monde. En Suisse, un emploi sur quatre dépend de cette ouverture des frontières avec l'UE. De bonnes relations avec elle sont à la base de notre prospérité.*

## Notre vie amoureuse

*La vie amoureuse de centaines de milliers de Suissesses et de Suisses dépasse les frontières de notre pays. Aujourd'hui, elles et ils peuvent facilement vivre ensemble avec leur partenaire issu·e de l'UE, que ce*

*soit en Suisse ou dans l'UE. L'initiative de résiliation veut aussi nous priver de cette liberté.*

## Notre recherche scientifique

*En tant que partie intégrante des pôles de recherche européens, la recherche scientifique suisse est devenue l'une des meilleures du monde. L'initiative de résiliation limiterait les capacités de travail de nos scientifiques, leur accès aux fonds de recherche et remettrait en question leur place parmi les meilleurs.*

## Nos études

*La valeur des séjours d'études en Europe n'a pas de prix – des contacts se nouent, l'horizon s'élargit et les connaissances s'approfondissent. Une Suisse prospère et ouverte sur le monde ne peut exister que si les jeunes peuvent acquérir une expérience internationale.*

Nous sommes décidés à faire échouer cette initiative dans les urnes, convaincus de la nécessité de préserver notre appartenance à l'espace de libertés européen. La campagne « Nous, Européen·nes » vise à poser les bases d'un récit positif sur l'Europe et à établir une communauté qui va au-delà des membres du Nomes. C'est la raison pour laquelle la campagne sera principalement menée en ligne, sur les réseaux sociaux.

Cette campagne est dès lors une occasion rêvée pour vous, membres et sympathisant·es, lectrices et lecteurs, de partager vos convictions européennes avec votre entourage, mobiliser vos proches, discuter et échanger avec celles et ceux que vous croisez tous les jours.

Rendez-vous sur **notre.europe.ch** pour en savoir plus – joignez-vous au mouvement ! Nous nous réjouissons de pouvoir compter sur votre engagement et votre soutien ! ★

## Vous êtes intéressés à soutenir le Nomes et ses activités ?

Vous avez l'embarras du choix :

- **Devenir membre :** rejoignez l'une de nos dix sections cantonales/régionales actives sur le terrain (cotisation de 100 francs par année).
- **Participer à nos campagnes :** dans l'immédiat, à celle que le Nomes mène contre l'initiative de résiliation de l'UDC.
- **Soutenir notre Club de campagne :** faites partie du club de campagne du Nomes (500 francs par an y.c. la cotisation annuelle) et soutenez nos campagnes !
- **Choisir un réseau social :** likez, retweetez, partagez nos publications et faites vivre les comptes Facebook, Twitter, Youtube, LinkedIn et Instagram du Nomes !
- **Effectuer un don :** soutenez-nous avec un don ou un legs – quel que soit le montant, chaque franc nous est précieux – ou engagez-vous au sein de notre Club des donatrices et donateurs avec une contribution de 500 francs par an (comprenant la cotisation annuelle) !

Vous obtiendrez de plus amples informations sur notre site Internet ou par e-mail ([info@europa.ch](mailto:info@europa.ch)).  
Merci d'avance !

CCP du Nomes : 30-9024-9

IBAN du Nomes :

CH14 0900 0000 3000 9024 9

Nouveau mouvement européen

Suisse, Scheibenstrasse 29,

CP 481, 3000 Berne 22



# La section vaudoise, un terreau fertile

Par **Chantal Tauxe**, vice-présidente de la section vaudoise du Nomes



© Chantal Tauxe

Commemorera-t-on l'an prochain le centenaire du vote d'adhésion de la Suisse à la Société des Nations (SDN), le 16 mai 1920 ? Le scrutin est fondateur, il permet de comprendre pourquoi la Suisse romande livre des résultats plus favorables à l'intégration européenne. Dans ce premier après-guerre mondiale, perçue alors comme la « der des ders », on s'enthousiasme pour le projet de paix universelle, articulé en quatorze points par le président américain Wilson. Les cantons romands plébiscitent l'adhésion à la SDN : 76 % de oui en Valais, 76,7 % dans le canton de Fribourg, 83 % pour Genève, 84,8 % pour Neuchâtel et même 93,2 % dans le canton de Vaud ! Sur le plan national, l'acceptation est plus mesurée à 56,3 %. Le Tessin, Berne et les Grisons jouent un rôle décisif.

En concurrence avec Bruxelles, Genève obtient le siège de la nouvelle organisation internationale, grâce aux bonnes relations personnelles entre le président Wilson et Gustave Ador, président du Comité international de la Croix-Rouge et conseiller fédéral. L'ancrage multilatéral de la Suisse, malgré sa neutralité, et malgré les vicissitudes que connaîtra ensuite la SDN, vient de là, tout comme la vocation de havre diplomatique de l'arc lémanique.

D'autres facteurs expliquent bien sûr les votes plus « ouverts sur le monde » des Romand-es : la tradition protestante, le souvenir du refuge, la francophilie, l'influence de certains conseillers fédéraux, une attitude décomplexée de minoritaire face au pouvoir.

Pour le canton de Vaud, mentionnons la présence à Lausanne de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, depuis 1978, qui promeut les valeurs de l'intégration européenne, indépendamment des échéances de la politique extérieure de la Suisse.

Sur la longue durée, le terreau romand, et vaudois en particulier, reste ainsi fertile pour les pro-européen-nes. A cet égard, on peut estimer que les sondages sont un trompe-l'œil : focalisés sur la question des bilatérales, ils font de l'adhésion à l'Union européenne (UE) une option en soi qui exclurait le rattachement à l'accord institutionnel.

Gageons que si celui-ci devait capoter, et que de facto l'adhésion redevienne la seule alternative au repli nationaliste prôné par l'UDC, la flamme des Romand-es pour l'adhésion, endormie par le feuilletton des bilatérales, ressurgirait rapidement.

C'est consciente de cette histoire longue qu'œuvre la section vaudoise du Nomes. Elle privilégie un travail de sensibilisation en réseau. Elle organise quatre à six fois par année des déjeuners, lors desquels des personnalités vaudoises ou suisses sont interpellées sur leurs convictions européennes et/ou leurs connaissances d'une thématique liée à l'UE. Les quelque 300 membres de la section sont naturellement conviés à ces rencontres, également ouvertes aux non-membres. Une collaboration s'est instaurée avec la Fondation Jean Monnet qui diffuse l'invitation à son propre réseau. Parmi les récent-es oratrices et orateurs, citons la rectrice de l'Université de Lausanne Nouria Hernandez, le professeur Etienne Piguet, spécialiste des migrations, ou Christophe Reymond, directeur du Centre patronal.

Enfin, une fois l'an, le Nomes Vaud organise un forum qui offre l'occasion aux militant-es d'approfondir un thème complexe, de se forger des arguments afin de prendre part au débat public avec force. Ce printemps, deux experts du populisme ont analysé le phénomène qui aura marqué l'année électorale, tant au niveau européen que national. ★



# Informer et faire découvrir l'Europe au lieu de se taire

Par **Noemi Steiner**, secrétaire générale de la young european swiss | yes

En juin de cette année, j'ai rejoint la young european swiss | yes en qualité de secrétaire générale et j'ai eu la chance de prendre en charge la gestion administrative d'une organisation de jeunesse qui fonctionne bien. En tant que seule voix pro-européenne de la jeunesse suisse, la yes défend une position peu partagée, tant nous sommes à un moment où la plupart des actrices et acteurs politiques préfèrent ne pas aborder la question de l'Europe par crainte de faire le jeu du plus grand parti politique suisse. Pourtant, il serait particulièrement important de parler aujourd'hui de nos relations avec l'Union européenne (UE). L'année prochaine, l'Accord sur les entraves techniques au commerce risque de ne pas être mis à jour. Le secteur suisse de la technique médicale et ses quelque 54500 collaboratrices et collaborateurs (selon la *Luzerner Zeitung* du 21.07.2019) seraient directement concernés.

Beaucoup de jeunes Suissesses et Suisses ne réalisent pas à quel point les effets concrets d'une détérioration des relations avec l'UE se feraient sentir dans notre vie quotidienne. C'est pourquoi la yes s'est fixé l'objectif de mieux faire connaître les institutions européennes à la jeunesse et aux jeunes adultes. La diversité des activités de la yes montre que cet objectif peut être atteint de différentes manières.

En septembre, dans le cadre de notre plus grand projet – le Challenge Europe –, nous nous sommes rendu-es avec une trentaine de jeunes et jeunes adultes à Strasbourg et Bruxelles. Les participant-es au voyage d'études ont ainsi pu se faire plus concrètement une idée des institutions européennes qui ont une grande influence sur notre vie quotidienne et qui ne sont connues pour un grand nombre de Suissesses et Suisses qu'à travers ce qu'en disent les médias. Cependant, il n'est pas nécessaire d'entreprendre un voyage de plusieurs jours à l'étranger pour accéder à cette connaissance puisque la yes propose également d'autres occasions de discuter

de l'Europe en Suisse : par exemple, en se rendant au stand d'information de la yes lors des journées de découverte des universités de Zurich et de Berne ou lors de la Session des jeunes.

Grâce à notre bon réseau et à la coopération avec plusieurs organisations partenaires, la yes a également la possibilité de participer à des événements internationaux. Ainsi, du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2019, les Entretiens de Strasbourg auront lieu sur le thème « Repenser l'Europe par les régions? ». Cet événement trinationnel sera co-organisé dans la capitale alsacienne par la yes en collaboration avec les Jeunes fédéralistes européens de Strasbourg et de Freiburg-im-Breisgau. Pendant les trois jours, quatre-vingt participant-es pourront profiter d'un large éventail d'activités. En plus des dîners interculturels et d'une visite de la ville, différents ateliers auront lieu. Avec sa longue tradition du fédéralisme, la Suisse a beaucoup à apporter à la thématique des régions. C'est pourquoi la yes animera un atelier sur ce sujet. Les Entretiens de Strasbourg sont donc l'occasion idéale pour des jeunes Suissesses et Suisses de s'entretenir avec des jeunes qui viennent d'Allemagne et de France, de discuter de l'Europe et de découvrir comment la Suisse pourrait contribuer à façonner l'Europe de demain.

L'information et l'éducation permettent de dissiper les malentendus et de réduire les préjugés. Avec ces quelques projets, la yes essaie de faire ce que beaucoup de politiciennes et politiciens évitent : parler de l'Europe. ★



© Noemi Steiner



**Deviens membre de la yes !**  
Retrouve toutes les informations sur le site Internet [www.y-e-s.ch](http://www.y-e-s.ch)

# Cet historien de l'UDC est resté coincé en 1957



**« Le Parlement européen est un bavardoir sans compétences ! »**

« Le Parlement de l'UE est qualifié de parlement alors même qu'il n'a pas la compétence d'adopter des lois. Les parlementaires européens sont autorisés à parler et à parler, puis à donner des recommandations. Le pouvoir appartient toutefois à la Commission européenne... et pour faire les choses correctement : les membres de cette Commission ne sont pas élus, mais nommés par les gouvernements. »

*Peter Keller, conseiller national UDC/NW, sur son site Internet kellerpeter.ch, rubrique « Wochenbuch », 27 mai 2019*



**1** Le conseiller national Keller répand de « fausses nouvelles » en disqualifiant avec suffisance le Parlement européen : or sa présentation en est fondamentalement fautive – nous y reviendrons. Mais tout d'abord : comme celles et ceux qui ont méprisé ce parlement avant lui, son jugement n'est pas correct. L'Union européenne (UE) n'est pas un État, mais une association volontaire d'États pleinement souverains. Pour fonctionner, elle doit donc concilier les décisions parlementaires, démocratiques et fédéralistes comme présentant des valeurs égales. Si le Parlement européen pouvait être le seul législateur, alors les États membres seraient privés de leur souveraineté.

**2** Cependant, dans le cadre de cette restriction fondamentale, la position juridique et le potentiel d'influence du Parlement se sont considérablement améliorés depuis sa création en 1957 (avec son prédécesseur même en 1952). Au début, il s'agissait d'un organe consultatif inoffensif auquel s'appliquait la formulation de Keller : « Vous pouvez parler et parler, puis donner des recommandations ». Mais l'historien Keller est resté bloqué en 1957 : avec les réformes de l'UE de Maastricht (1992), Amsterdam (1997), Nice (2001) et Lisbonne (2007), les compétences du Parlement en matière de législation, de souveraineté budgétaire et de contrôle parlementaire ont été progressivement étendues.

**3** Aujourd'hui, il est considéré comme une « procédure législative ordinaire » si bien que le Conseil des ministres (les représentants des gouvernements des États membres) et le Parlement traitent respectivement les propositions législatives (directives, règlements, etc.) élaborées par la Commission européenne, tentent de les modifier par des amendements, les harmonisent en cas de conflit et les adoptent ou les rejettent ; cette procédure exige l'accord des deux organes. Contrairement à l'avis de Keller, le Parlement (co)décide donc pleinement. Cette manière de faire s'applique à la grande majorité des questions politiques. Si en matière de concurrence et de politique commerciale le Parlement ne dispose que de droits de codécision légèrement inférieurs, il est doté dans ce dernier cas de la compétence d'influencer, par exemple, les accords de libre-échange ou économiques avec des pays tiers et même de les rejeter le cas échéant.

**4** En outre, le budget de l'UE a besoin de l'approbation du Parlement ; celui-ci exerce un contrôle parlementaire sur la Commission européenne et le Conseil européen par le biais de commissions d'enquête et, dans les cas graves, par des actions devant la Cour de justice européenne ; il élit le ou la président-e de la Commission et approuve (ou refuse) la liste des commissaires ; en cas de conflit, il pourrait théoriquement (certes avec d'assez grandes difficultés) forcer l'ensemble de la Commission à démissionner en recourant à un vote de défiance. Est-ce que cela ressemble vraiment à un bavardoir sans compétences ? (sp) ★



### Le changement climatique préoccupe de plus en plus

Pour la deuxième fois (après 2017), l'« eurobaromètre » s'est intéressé à la question du changement climatique au sein de l'Union européenne. Une conclusion parmi d'autres : les préoccupations vis-à-vis de ce phénomène ont considérablement augmenté. 93 % des sondés considèrent la situation comme « grave » ; 79 % (2017 : 74 %) comme « très grave » ; 60 % (2017 : 53 %) comme « l'un des plus gros problèmes mondiaux » ; 23 % (2017 : 11 %) comme « le plus gros problème mondial actuel ». (sp) ★

### Les 17 premières « universités européennes »

En 2017, il a été décidé de certifier des alliances thématiques entre établissements d'enseignement supérieur de différents pays de l'UE comme « universités européennes ». 54 alliances provenant de plus de 300 écoles se sont alors portées candidates. A présent, 17 premières alliances issues de 114 universités de 24 États membres ont été reconnues. Elles auront accès aux 85 millions d'euros de financement prévus pour ces prochaines années. Cette initiative s'inscrit dans la vision d'un « espace européen de l'éducation ». (sp) ★

### Géographie de la contrefaçon de marques

Dans le cadre de l'union douanière, les fonctionnaires des douanes ont saisi en 2018, lors des contrôles à l'importation effectués dans l'Union européenne, environ 27 millions de contrefaçons, dans certains cas potentiellement dangereuses et dont la valeur marchande a été estimée à 740 millions d'euros. La plupart de ces « produits de marque » proviennent encore de Chine, mais d'autres « spécialistes » émergent : le schnaps provient de Macédoine du Nord, les cigarettes du Cambodge, les parfums et cosmétiques de Turquie, les pièces informatiques d'Inde. (sp) ★



#### Editeur

Nouveau mouvement européen  
Suisse (Nomes)

#### Rédaction

Raphaël Bez, Febe Tognina, Lukas Wegmüller, europa.ch, case postale 481, 3000 Berne 22, tél. 031 302 35 36, info@europa.ch

#### Auteur-es

Raphaël Bez, Damian Boeselager, Dominik Gerber, Niklaus Nuspliger, Isabelle Ory, Laura Sadis, Charlotte Sieber-Gasser, Sebastian Speich (sp), Noemi Steiner, Chantal Tauxe, Lukas Wegmüller

#### Traductions et relectures

Raphaël Bez, Samuel Huber, Toni Koller, Pierre Alain Seiler, Febe Tognina, Lukas Wegmüller

#### Concept

Nicolas Peter

#### Impression

Stämpfli SA, Berne

#### Tirage

2700 all., 1700 fr.

#### Couverture

Karin Gugger (graphisme),  
Nomes-Nebs (logos)

#### Compte postal

30-9024-9. Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro, merci de vous adresser au secrétariat à l'adresse info@europa.ch.

## SURFER

### Réponses à (presque) toutes les questions sur l'UE

Les « fiches thématiques sur l'Union européenne » que le Parlement propose en ligne permettent de répondre rapidement et de façon compétente à (presque) chaque question portant sur l'UE. Elles sont classées en cinq domaines thématiques et contiennent de nombreux articles. Les fiches thématiques sont un peu cachées, mais se trouvent facilement : allez sur la page principale du site web du Parlement européen, descendez tout en-bas de la page, cliquez sur le lien « Liste exhaustive des sites Internet » puis sur « Fiches techniques ». Le petit détour en vaut la peine. (sp)

[www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/home](http://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/home)

### Écoutez parler le maltais ou l'estonien

Vivez une expérience culturelle particulière grâce au portail de l'Union européenne qui fournit une page d'informations intéressantes sur les langues de l'UE avec la possibilité d'écouter la lecture d'un texte d'en moyenne une minute et demie dans les 24 langues officielles de l'UE. Voici comment accéder au site web : allez sur le portail europa.eu, sélectionnez le français comme langue, cliquez sur le lien « A propos de l'UE », choisissez « Informations générales », enfin cliquez sur le lien « Langues de l'UE ». (sp)

[https://europa.eu/european-union/about-eu/eu-languages\\_fr](https://europa.eu/european-union/about-eu/eu-languages_fr)





**Simplex 3D.** Siège pivotant à flexibilité tridimensionnelle – polyvalence et adaptabilité. Design: Greutmann Bolzern

